

Abrogation du décret contre les chômeurs ! Échelle mobile des salaires !

En France, on doit toujours bien mieux gagner sa vie en travaillant qu'en restant chez soi, ce qui n'est actuellement pas toujours le cas. (Macron, 12 juillet)

Pour les réactionnaires dont Macron se fait le porte-parole, les chômeurs sont d'éternels profiteurs. Au 1^{er} octobre, la durée d'affiliation nécessaire pour ouvrir ou recharger un droit, auparavant fixée à 4 mois, passe à 6 mois et les nouvelles règles de calcul de l'assurance chômage entraînent une baisse moyenne de 22 % des allocations. Un chômeur ayant travaillé 8 mois payé au SMIC sur les 24 derniers mois percevait 985 euros d'allocations pendant 8 mois, il ne touchera plus désormais que 667 euros. Comment vivre aujourd'hui avec 667 euros ?

Pour les capitalistes, les affaires reprennent. Les bénéfices dégagés par les sociétés du CAC 40 au premier semestre 2021 atteignent déjà 57 milliards ! La rémunération des dirigeants des grandes entreprises du CAC 40 devrait augmenter de 40 % en 2021.

L'inflation ayant repris, le SMIC a été augmenté selon la loi de 2,2 %, soit environ 27,50 euros en net, 1 258 par mois. Pas plus, ce serait « *donner un coup de canif au redressement de l'emploi* » (Le Maire, 6 septembre). Selon le ministre de l'économie ce n'est pas le capitalisme qui cause le chômage, mais les exigences excessives des salariés ! Les candidats Le Pen, Péresse et Bertrand sont aussi hostiles à l'augmentation des salaires.

L'indice des prix n'est qu'une moyenne. Or, les dépenses contraintes représentent une part bien plus importante du budget des foyers pauvres. Les tarifs réglementés du gaz ont augmenté de près de 47 % en 2021, ceux de l'électricité de plus de 2 % et le prix de l'essence d'environ 20 % depuis un an.

Les syndicats de fonctionnaires indiquent que la valeur du point d'indice qui sert au calcul des salaires a décroché de 20 % du coût de la vie depuis 2000. Le gouvernement a d'ores et déjà écarté toute augmentation générale dans le projet de budget 2022. La vieille recette de la concertation est encore à l'œuvre. Une conférence sur les perspectives salariales doit se dérouler jusqu'en... février 2022, pour « *repenser le système des carrières et des rémunérations, lequel est à bout de souffle* » et « *formuler collectivement des propositions* ». Toutes les directions syndicales ont jugé utile de s'y rendre.

Quant aux salariés des entreprises, les capitalistes ont toujours des solutions : une hausse des salaires nets « *doit passer par des réductions de charges sans pour autant creuser les déficits des régimes sociaux* » indique le Medef. D'où les attaques contre l'assurance chômage, les retraites, la branche maladie de la sécu...

La revendication d'augmentation générale des salaires, celle de leur indexation sur le coût de la vie, redevennent centrale à mesure que les prix augmentent.

Plus il y a d'exploitation, plus il y a d'inégalité, plus il faut de corps de répression, plus il faut de boucs émissaires. D'où la violence incroyable contre les gilets jaunes, d'où la surenchère « sécuritaire » et anti-

immigrée des candidats de la bourgeoisie, de Le Pen à Macron en passant par Péresse et Bertrand. Ainsi Macron, clôturant le « Beauvau de la sécurité » le 14 septembre, a-t-il rappelé que les crédits du ministère de l'intérieur, qui avaient déjà progressé de 1,7 milliard d'euros depuis le début du quinquennat, devraient encore augmenter de 1,5 milliard en 2022. 10 000 policiers et gendarmes ont été recrutés durant son mandat. Il promet en plus de doubler les effectifs de policiers sur le terrain dans les 10 prochaines années. En revanche, rien qu'en 2020, plus de 5 700 lits auront été supprimés dans les hôpitaux publics !

Tout en restant dans le cadre du capitalisme, Mélenchon (LFI), Hidalgo (PS) et Roussel (PCF) promettent tous monts et merveilles aux travailleurs... en avril 2022. Outre qu'il est douteux qu'une élection ne résolve leurs problèmes, faut-il que les travailleurs de ce pays, qu'ils aient la nationalité française ou pas, attendent la présidentielle ?

Les directions de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires, etc. appellent à une journée d'action le 5 octobre. Qui va croire que cela peut permettre d'emporter une seule revendication ? Alors de quoi s'agit-il s'il ne s'agit pas de gagner ? L'intersyndicale prévient déjà « *qu'elle doit se revoir* ». Pour quoi faire ? Appeler à une autre journée d'action ? Puis encore une autre, tout en continuant à participer à toutes les concertations sur les attaques, les puis les appliquer... Jusqu'à l'épuisement comme les mobilisations précédentes ?

Pour obtenir l'échelle mobile des salaires, l'arrêt des licenciements, les postes nécessaires dans les hôpitaux et toutes les revendications légitimes des travailleurs et des jeunes, il faut rompre avec le gouvernement, préparer l'affrontement décisif contre lui et le patronat, il faut préparer la grève générale, l'auto-organisation et l'auto-défense qui permettront de l'emporter. Les travailleurs, les jeunes, qui cherchent une issue à la lutte, qui cherchent à s'affranchir des obstacles bureaucratiques, doivent s'organiser sur cet axe.

2 octobre 2021

